

**PERMIS DE CONSTRUIRE  
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE  
LA COMMUNE**

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		Référence dossier
Demande déposée le 27/10/2017 et complète le 06/02/2018		N° PC 030 305 17 C0039
Par : Demeurant à :  Représenté par :  Pour : Sur un terrain sis à :	SAS IMMO CONCEPT 10 CHEMIN DU TRAVERS 30250 AUBAIS  Monsieur DIAS JOSE  Construction d'un ensemble de 10 logements accolés RUE DE PROVENCE 30340 SALINDRES	Surface de plancher autorisée 942 m²  Destinations :  Habitation

**Le Maire**

**VU** la demande susvisée de construction d'un ensemble de 10 logements accolés ;

**VU** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L424-3, L 421-4 et R 421-9 et suivants ainsi que l'article R442-18 ;

**VU** Le Plan Local d'urbanisme de la commune de SALINDRES arrêté le 04.09.2016, approuvé le 05.05.2017 par délibération du conseil municipal et transmis en préfecture le 10.05.2017 ;

**VU** le règlement de la zone **2AUha** et **UB** du PLU ;

**VU** l'arrêté du permis d'aménager n° PA03030516C0002 en date du 26.12.2016 ayant autorisé le lotissement et l'arrêté du permis d'aménager modificatif n° PA03030516C0002M01 autorisé en date du 16.02.2018 ;

**VU** le règlement du lotissement annexé ;

## ARRETE

**ARTICLE UNIQUE:** le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Toutefois il est assorti des prescriptions suivantes :

**Mise en oeuvre :** conformément aux dispositions de l'article R442-18 du Code de l'urbanisme, le présent permis de construire ne pourra être mis en oeuvre que lorsque les équipements desservant le lot seront achevés.

**Lotissement :** Les prescriptions contenues dans le règlement du lotissement "Les Terrasses de la Lauze I" et dans l'arrêté municipal d'approbation devront être strictement respectées.

**Réseaux :** Le branchement des différents réseaux est obligatoire et fera l'objet d'une autorisation particulière des services intéressés. Les frais de raccordement devront être pris en charge par le pétitionnaire.

SALINDRES, Le 23/02/2018  
Le Maire



**Yves COMTE**

*Taxes : L'intéressé est informé que le projet est soumis au versement de différentes taxes. Leur montant est fonction du mode de financement de la construction (une notice explicative vous sera envoyée ultérieurement).*

*Ventilations : Prévoir les ventilations des pièces de service (cuisine, salle de bains, wc ...) conformément à la réglementation en vigueur.*

*Risque retrait gonflement des argiles : Zone B2 (aléa moyen à faible).  
Le constructeur devra suivre les recommandations techniques aux règles de constructions ainsi que les recommandations environnementales, de prévention, de protection et de sauvegarde en annexe du Porter A Connaissance (PAC) du 08 avril 2011.*

*Risque sismique : zone d'aléa faible (niveau II)*

### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant une période minimale de 2 mois consécutifs et pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.